

SPLA\$H - ÉPISODE 58

« Pourquoi les universités sont-elles si pauvres ? »

GÉNÉRIQUE

EMMANUEL

Bienvenue dans Splash, le podcast qui jette un pavé dans la mare de l'économie. Aujourd'hui, on va se pencher sur une institution touchée de plein fouet par la crise sanitaire : les universités. Fermées au printemps dernier, puis réouvertes, puis de nouveau fermées en octobre, les étudiants sont séparés de leurs profs, de leurs amis, de leurs bibliothèques, sont dans des situations précaires, leur santé mentale est fortement touchée. Pour certains enseignants-chercheurs, c'est carrément le burn-out qui se profile. Bref, dans les universités, c'est pas la grande forme. Mais l'état de fatigue actuel au sein des universités n'est pas uniquement dû à la crise du Covid : il faut y ajouter toutes les tâches administratives qui se sont multipliées ces dix dernières années, et surtout des budgets, à la fois limités et difficiles à obtenir. Des symptômes d'une institution que l'on ne considère plus comme prioritaire.

VIRGULE-TITRE

Pourquoi les universités sont-elles aussi pauvres ?

EMMANUEL

J'ai voulu faire le point sur ce qui se passe dans les universités. C'est important pour moi ce sujet, en tant que prof de classe prépa bien entendu, mais les recherches en économie sont sans détour : financer largement l'enseignement supérieur est crucial, surtout dans un pays développé comme la France. Posez la question à à peu près n'importe quel économiste, de droite ou de gauche, libéral ou interventionniste : toute la profession est convaincue que l'investissement en capital humain, c'est-à-dire la formation initiale et continue, est le principal facteur de croissance des économies développées. Et par ailleurs, accueillir de plus en plus de jeunes gens pour leur transmettre du savoir, en soi, c'est un objectif plutôt admirable. Or, ce n'est pas la mission qui est assignée à l'université de nos jours, c'est ce que m'a expliqué Sophie Orange, maîtresse de conférences en sociologie à Nantes.

SOPHIE ORANGE [1:55 à 2:50]

« Je pense qu'on est dans un mouvement assez général d'affaiblissement des services publics, l'université c'est le service public d'enseignement supérieur, et effectivement on a... on a une évolution de ce qui est attendu d'un service public, c'est-à-dire que la notion de bien commun, de service pour tous les publics, quoi qu'il en

coûte, bah ça n'existe plus, et on demande de plus en plus aux services publics d'être rentables, donc tout ce qui est attendu du secteur privé se retrouve finalement dans le service public. Et c'est ce qu'on nous demande aussi à l'heure actuelle à l'université, c'est de faire des économies, c'est d'être performant, c'est d'être rentable et donc qu'il n'y ait pas le sentiment qu'il y ait de l'argent qui soit versé à perte. »

EMMANUEL

Reprenons les chiffres, particulièrement ceux du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui publie chaque année un rapport sur le sujet : entre 1980 et 2015, la dépense publique au profit de l'enseignement supérieur a été multipliée par 2,6. Mais la dépense par étudiant n'a été augmentée que de 40%, tout simplement parce qu'il y a de plus en plus d'étudiants. En 2018, les dépenses pour l'enseignement supérieur atteignent presque 32 milliards d'euros. Ça représente 20% de la dépense intérieure d'éducation. Et ça n'a pas bougé depuis 2013... alors que le nombre d'étudiants augmente de près de 10% entre les mêmes dates ! En résumé, on a serré la ceinture à l'enseignement supérieur et en particulier aux universités, au moment même où leur fréquentation augmente. L'université, c'est aussi là que se fait la recherche fondamentale : découvrir des théorèmes mathématiques, explorer l'histoire des langues anciennes ou trouver de nouveaux vaccins. Tout ça ne se fait pas sans les chercheurs et les chercheuses.

VIRGULE-SON

de 3:47 à 3:57

EMMANUEL

D'ailleurs, les dépenses en personnel, c'est 72% du budget d'une université. Donc, lorsque ce dernier baisse, ce sont eux les premiers touchés : les économies sont faites sur le recrutement. D'après l'ancienne présidente d'université Danielle Tartakowsky, 1357 postes auraient dû être ouverts entre 2012 et 2017 pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants. Alors, comment en est-on arrivés là ? Pourquoi les facs sont-elles si mal dotées ? Pour le comprendre, il faut remonter à 2007, l'année où tout bascule.

Jusqu'en 2007, les universités étaient financées en fonction de leurs besoins déclarés, de manière centralisée comme on sait bien le faire en France. Ça portait un très joli nom : SANREMO (pour « Système ANalytique de RÉpartition des MOyens »). Imaginez : vous êtes présidente de l'Université d'Auvergne du Sud, à Saint-Flour. Vous faites le compte du nombre d'enseignants-chercheurs et des personnels administratifs. Vous recensez aussi toutes les surfaces immobilières à gérer. Au total, vous remontez ces chiffres au

Ministère, qui vous alloue 40 millions d'euros de « dotation globale de fonctionnement ». S'y ajoutent ensuite quelques enveloppes, parfois négociables. Évidemment, vous avez intérêt à ce que votre dotation soit la plus grosse possible, pour être confortable. Pour ça, vous prévoyez de recruter, vous prévoyez aussi d'agrandir votre bibliothèque ou d'ouvrir un nouvel UFR. Ça aboutit à un problème bien connu en économie publique : chaque établissement veut se faire plus gros, pour obtenir toujours plus de budget. Mais est-ce qu'on a vraiment besoin d'un institut international de recherche en nanotechnologie à Saint-Flour ? Sans doute pas – et je vous assure que je n'ai rien contre le Cantal, au contraire. Je schématise, mais on finit par constater assez vite que ça ne fonctionne pas bien.

En 2007, Valérie Pécresse, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, présente une loi baptisée « LRU » pour « Liberté et Responsabilité des Universités ». Ah oui, j'aurais dû vous prévenir dès le début : des acronymes, on va en croiser un paquet aujourd'hui. La LRU veut mettre en œuvre une notion très ambiguë : l'autonomie budgétaire des universités. Elles doivent se débrouiller seules, pour trouver d'avantage de financement et compléter la base donnée par l'Etat. En fait, à partir de cette date, deux logiques de financement public coexistent : premier niveau, la base, on finance les activités existantes, les facs avec beaucoup d'étudiants, et beaucoup de chercheurs, reçoivent davantage. Deuxième niveau, à la performance : des crédits sont alloués en fonction des taux de réussite aux examens ou du nombre de brevets déposés. Mais qui alloue ces crédits ? Toujours le Ministère, selon un nouveau système de répartition appelé le SYMPA. Oui, oui, S Y M P A, comme le SYstème de répartition des Moyens à la Performance et à l'Activité. Le financement reste encore largement public et très peu fondé sur les droits d'inscription, par exemple, qui sont très faibles en France comparé à d'autres pays de l'OCDE.

Ce qui fait rêver Valérie Pécresse, c'est un système dans lequel chaque université essaierait d'être la première dans les classements internationaux, en recrutant les meilleurs chercheurs, en publiant beaucoup de recherches et donc en attirant les meilleurs étudiants... Tout cela dans une saine compétition où l'Etat n'aurait qu'un rôle d'arbitre.

VIRGULE-SON

de 6:53 à 7:00

EMMANUEL

Mais évidemment, pour recruter des tas d'enseignants-chercheurs, il faut des sous.

VIRGULE-SON

de 7:03 à 7:06

EMMANUEL

Et on laisse les facs en trouver. D'ailleurs, à partir de 2009, les universités françaises gèrent elle-même leur masse salariale. Et le GVT ne leur facilite pas la tâche. Non, on parle pas d'un nouveau modèle de train. Le GVT, c'est le « glissement vieillesse technicité ». Un phénomène que tout le monde aurait pu prévoir, mais que le Ministère a décidé d'ignorer.

VIRGULE-SON

de 7:25 à 7:31

EMMANUEL

En bref, un fonctionnaire – comme c'est le cas des enseignants-chercheurs titulaires à la fac – a une carrière qui progresse à l'ancienneté. Il coûte donc plus cher à 50 ans qu'à 30.

VIRGULE-SON

de 7:41 à 7:46

EMMANUEL

Or, ça fait quinze ans que les syndicats de professeurs alertent sur cette augmentation de masse salariale. C'était prévisible : c'est de la pure démographie.

VIRGULE-SON

de 7:53 à 7:56

EMMANUEL

Les universités ont donc des dépenses qui s'accroissent, quasi mécaniquement. Face à cela, où trouve-t-elle le financement supplémentaire nécessaire ? Eh bien ce serait une bonne chose de développer les partenariats avec des entreprises ou encore de faire des fondations sur le modèle de Harvard, par exemple. Sophie Orange nous en parle.

SOPHIE ORANGE [8:10 à 9:22]

« C'est tout à fait possible de trouver des financements privés, c'est ce qu'on est de plus en plus amenés à faire. Effectivement, certains secteurs sont plus ajustés ou familiarisés avec ce mode de fonctionnement, par exemple la recherche en pharmacologie va être beaucoup plus affiliée à des laboratoires, il va y avoir des partenariats qui sont plus facile peut-être, plus ancien. Les sciences et technologies avec l'industrie, qui va être parfois plus évidente. En

sociologie et en sciences humaines on peut aussi trouver des financements. En quoi c'est problématique ? C'est problématique parce qu'on est là aussi en train de perdre le sens initial de notre démarche, j'ai parlé tout à l'heure de service public, d'enseignement et de recherche. Il y a cette idée que l'intérêt de la recherche publique, c'est de ne pas devoir s'adosser à des intérêts privés. »

EMMANUEL

Résultat de la loi LRU, les universités courent après les budgets. Les crédits sont de plus en plus attribués à des équipes de recherche et à des établissements qui sont capables de démontrer les résultats qu'ils peuvent atteindre. Si votre dossier n'est pas retenu, vous ne bénéficiez pas de financement et vous avez perdu des jours et des jours de travail pour rien. Du coup, tout ceci pousse les équipes de recherches, les laboratoires et les universités elles-mêmes, à se regrouper pour constituer de nouveaux ensembles. Durant les années 2010, on a vu se multiplier les initiatives d'excellence, les Comues, et autres « investissements d'avenir », qui sont autant de montages administratifs destinés à capter quelques centaines de millions d'euros de financement. Déjà que ça prend du temps aux équipes de direction, ça conduit à recruter de nouveaux personnels qui sont des spécialistes de la levée de fond et de la communication institutionnelle, plutôt que des universitaires.

Au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, ce mouvement a été très dénoncé par des enseignants-chercheurs : ils étaient inquiets de voir leurs établissements se bureaucratiser à outrance.

VIRGULE-SON

de 10:17 à 10:26

EMMANUEL

En France, le mouvement n'est pas si visible, mais il y a un agacement palpable face à toutes les nouvelles charges bureaucratiques assumées d'ailleurs par beaucoup d'enseignants-chercheurs eux-mêmes. Comme le dit Sophie Orange :

SOPHIE ORANGE [10:36 à 11:17]

« Trouver et demander des financements pour la recherche, ça demande énormément de temps, et on a vraiment une bureaucratization actuellement du métier d'enseignant-chercheur, à la fois pour trouver des financements pour la recherche et pour la pédagogie : je veux monter un cours mutualisé, je dois faire un dossier, ça prend énormément de temps, on n'obtient pas toujours les résultats escomptés, et finalement on passe plus de temps à faire des recherches de financement qu'à faire des recherches dans les disciplines dans lesquelles on est. »

EMMANUEL

C'est peut-être la principale différence avec le système universitaire américain ou britannique : chez ces derniers, on paye (parfois fort cher) des professionnels pour lever des fonds, mais les universités les mieux dotées y parviennent largement. Harvard, en 2019, a une dotation de... 41 milliards de dollars. À l'inverse, en France, on gère la pénurie de crédits publics, sans trouver beaucoup de financements privés : les fondations rapportent peu. Même à HEC, qui est pourtant assez loin du fonctionnement d'une université, la fondation ne récoltait que 60 millions d'euros en 2018. À titre de comparaison, le budget annuel d'une université moyenne, comme celle de Nantes, était de 331 millions d'euros, en 2019. Du coup, ce sont les universitaires eux-mêmes qui se retrouvent à devoir colmater les brèches.

SOPHIE ORANGE [12:01 à 14:41]

« Pour donner un exemple très concret, on a des bâtiments qui sont régulièrement refaits, et quand les bâtiments sont refaits dans les universités, on calcule pour qu'il y ait un taux d'occupation qui soit presque de 100%, c'est-à-dire que d'avoir des bâtiments, des salles qui ne seraient potentiellement pas utilisés parce qu'il n'y aurait pas de cours à ce moment-là, eh bien c'est quelque chose qui est désormais prescrit. Il faut vraiment viser la performance, la productivité partout et tout le temps, l'occupation et la rentabilité des bâtiments le plus possible : les remplir de 8h à 20h, viser le plus d'occupation, et ça signifie qu'à partir du moment où vos bâtiments sont remplis tout le temps, en fait, eh bien dès que vous avez besoin de déplacer un cours, dès qu'il faut rajouter un cours, dès qu'il faut qu'un enseignant reporte une séance parce qu'il est en colloque ou qu'il fait de la recherche, vous n'avez plus de salle disponible, donc on a une flexibilité qu'on perd avec cette volonté d'être au plus près des coûts.

Ce qu'on peut dire c'est que finalement, face à ces restrictions budgétaires, les personnels universitaires apprennent progressivement à se débrouiller avec ce qu'ils ont, de faire avec, à accepter de prendre en charge des tâches supplémentaires, à accepter de dépanner quelqu'un, de trouver des solutions pour faire face à cette pénurie de moyens. Et ce qui se passe dans la crise sanitaire actuelle, c'est la même chose : on n'a pas vu de moyens supplémentaires. Il y a eu des effets d'annonce sur l'accès au numérique pour les étudiants, c'est quelque chose qui marche très très difficilement, ce n'est pas du tout une réussite, et c'est beaucoup d'effets d'affichage, mais tout le travail [administratif et de réorganisation des cours] tout ça c'est du travail qui est finalement

gratuit, qui ne coûte rien du tout parce que c'est du temps que les personnels prennent sur leur temps déjà bien chargé. »

EMMANUEL

Sophie Orange, comme d'autres enseignants chercheurs, parlent de l'université comme d'un service public. Ses recherches avec Romuald Bodin, montrent que les facs françaises accueillent de plus en plus d'étudiants. En apparence, cela fait augmenter le taux d'abandon dans les premières années de licence, mais cache des réorientations, des rencontres, des parcours assez variés. Si l'on adopte cette perspective, il faudrait en effet financer les universités comme on finance les lycées : on ne se pose pas la question de leur taux de réussite au bac pour distribuer des financements publics à des lycées généraux, technologiques ou professionnels.

Mais la perspective qui découle de la loi Pécresse, et qui n'a pas été remise en cause depuis lors, est tout autre. En fait, on est restés en milieu du gué entre deux options : soit on baisse le financement public, pour motif que celui est trop onéreux et inefficace, car les premiers cycles universitaires accueillent beaucoup de monde à la fois avec des taux d'abandon élevés. Logiquement, on devrait alors laisser s'installer un paysage très inégal, avec d'une part de gros établissements très bien dotés, qui font beaucoup de recherche en s'alliant avec des grandes écoles, et à l'opposé de petites facs mal dotées, un peu livrées à elles-mêmes. D'ailleurs, au sein même des facs, on voit dès maintenant se creuser le fossé entre les départements scientifiques, capables de nouer des partenariats avec l'industrie, et les sciences humaines, qui sont délaissées parce qu'elles ne peuvent pas faire autant de recherches appliquées. Soit on fait payer une partie grandissante de la dépense d'éducation supérieure par les étudiants et leurs familles, en élevant les frais d'inscriptions pour attirer les étudiants les plus riches : c'est une tentation grandissante pour les formations universitaires, surtout pour les facs qui sont au bord du déficit et qui aimeraient sélectionner un peu plus. D'ailleurs, au niveau du master on ne s'en prive pas, et de plus en plus de parcours de licences deviennent sélectifs.

Ça n'explique toujours pas pourquoi on devrait baisser le financement des universités, au moment même où elles accueillent beaucoup de monde et au moment même où on a besoin de beaucoup de recherche fondamentale. À ce stade, il faut évoquer un point que j'ai laissé de côté pour l'instant, alors que c'est le secret de polichinelle. En France, le système universitaire est clairement dual, entre d'un côté les universités, et de l'autre, les grandes écoles. Et bien souvent, ce sont de ces dernières que viennent les dirigeants politiques.

VIRGULE-SON

de 16:38 à 16:49

EMMANUEL

C'est peut-être l'une des explications du peu d'intérêt que les dirigeants politiques ont pour les universités. L'enseignement supérieur français reste segmenté et propose peu de passerelles entre les grandes écoles et les universités. Et ça ne va pas en s'améliorant : ces deux univers restent étanches l'un à l'autre, malgré les efforts apparents des grandes écoles pour recruter des profils plus divers. Un récent rapport de l'Institut des politiques publiques mérite d'être cité : il montre que depuis la fin des années 2000, l'origine sociale des étudiants des universités s'est largement diversifiée, alors que ceux des grandes écoles sont restés les mêmes. Comme le dit Georgia Thebault, l'une des coautrices de ce rapport :

GEORGIA THEBAULT [17:25 à 18:25]

« Ce qu'on observe, c'est qu'il y a très peu d'élèves issus de catégories sociales très défavorisées. Dans les grandes écoles, c'est 9%, alors qu'ils représentent plus de 36% d'une cohorte. La grande majorité des élèves sélectionnés vient des classes préparatoires ; une partie vient aussi elle-même des écoles post-bac, c'est-à-dire les grandes écoles qui ont mis en place des parcours dits de bachelors, des parcours de licence ; et il y a une très très faible partie des étudiants des grandes écoles qui viennent d'universités ou d'IUT, ou autres formations qui ne sont pas les classes préparatoires. Donc ces voies d'admissions parallèles, elles existent, mais elles ne sont pas assez ambitieuses en termes d'élèves qui sont recrutés pour que ça fasse une grosse différence dans le recrutement des grandes écoles. »

EMMANUEL

Bref, on continue à avoir un système dual, grandes écoles d'un côté, universités de l'autre. Et c'est dans les facs, en particulier dans les premiers cycles, que les besoins de financement sont les plus criants. Finalement, ce sera quand nos dirigeants politiques viendront des bancs de la fac que celle-ci bénéficiera des moyens dont elle a besoin.

CRÉDITS

Splash est une émission écrite et présentée par

Emmanuel Martin

Produite et montée par Marine Raut

Enregistrée et mixée à l'Arrière Boutique Studio

Coordonnée par Mathilde Jonin

Splash est une production Nouvelles Écoutes

Pour vous pencher sur les études, les chiffres et références entendus dans l'épisode, ils sont à retrouver dans la description de l'émission.

Envoyez-nous vos idées et vos questions sur nos réseaux sociaux, on est preneurs. Rendez-vous lundi prochain sur Spotify et toutes les plateformes de podcasts. À la semaine prochaine !